

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2026-01-08**

du 13 JAN. 2026

**à l'encontre de la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES
sur la commune de Parmilieu**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES au sein de son établissement situé lieu-dit « Communaux des Brosses » - 38390 Parmilieu, et notamment l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 autorisant l'exploitation de la carrière de Parmilieu pour une durée de 30 ans ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 19 décembre 2025, référencé 2025 – Is0242SS, réalisé à la suite de la visite effectuée le 11 décembre 2025 sur le site de la carrière de Parmilieu exploitée par GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES ;

Considérant le courriel du 19 décembre 2025 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Parmilieu ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel le 19 et le 23 décembre 2025 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de son inspection du 11 décembre 2025 que les tirs de mine ne font pas l'objet des enregistrements de mesure de vibrations par 2 sismographes minimum, prescrits par l'article 5.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 ;

Considérant que l'alerte avant chaque tir de mine n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 ;

Considérant que ces manquements constituent un risque pour la sécurité des tiers ;

Considérant que face à cette situation irrégulière, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 5.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023 ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La société GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES (SIRET n°330 567 199 00030), exploitant une carrière située lieu-dit « Communaux des Broses » - 38390 Parmilieu, est mise en demeure de respecter, à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-13 du 12 avril 2023, en :

- réalisant des mesures de vibrations sur 2 points de mesures, à chaque tir de mines ;
- définissant les modalités retenues pour avertir la commune et les riverains les plus proches du jour et de l'heure de chaque tir de mines, dans un délai d'une semaine avant le prochain tir de mines.

Dans un délai d'une semaine avant la reprise des tirs de mines sur la carrière, la société transmettra à l'inspection des installations classées :

- la position sur plan des capteurs enregistrant les paramètres de chaque tir de mine (vitesse particulaire pondérée en mm/s, niveau de l'onde de surpression aérienne en dB).
- la procédure d'information préalable de la commune de Parmilieu et de l'entreprise voisine de la carrière, comprenant a minima :
 - l'information systématique de l'entreprise voisine et de la commune, la veille, par courriel ;
 - un appel téléphonique de l'entreprise voisine et de la commune, le jour même, avant chaque tir.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans les délais prévus, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GONIN S.A.S. T.P. CARRIERES et dont copie sera adressée au maire de Parmilieu.

La préfète

13 JAN. 2026



Catherine SÉGUIN